

Note politique du 25 juillet 2026

Didier Dufau

Face au désastre : résister et agir ! Sans relâche

1. L'impardonnable défaite aux Municipales de 2026 à Paris : le jour d'après

Les élections municipales à Paris se présentaient en 2026 nettement mieux que les précédentes. La défaite est donc difficilement pardonnable. Pour rester positif, il faut comprendre les causes de cet échec.

Première erreur : alors que la grande victoire de Chirac à Paris avait été obtenue contre les Centristes et les Socialistes, ses successeurs se sont convaincus que sans une union forte des LR et des Centres, aucune victoire n'était possible à Paris. Et voilà que Mme Dati rallie Emmanuel Macron (qui lui a fait perdre la mairie de Paris lors de l'élection précédente). Aussitôt nommée ministre de la Culture, elle laisse entendre que cela garantira un succès à Paris grâce à son soutien. Qui pouvait le croire ?



Emmanuel et Rachida : connivence positive ou piège facile à imaginer ?

Seconde grande erreur : choisir un candidat convoqué par la justice : Rachida a gagné des fortunes comme avocate, dans des circonstances qui interrogent les juges, à raison ou non.

Troisième grande erreur : se laisser piéger. La manœuvre s'appuie sur deux instruments qui sont à la main du Président : le Comité Changer Paris et la réforme de la loi PLM censée permettre d'échapper à la logique des arrondissements, déclarée perdante par les Centres. Son homme de main dans l'affaire est l'actif Sylvain Maillard, inconnu du grand public, passé du chiraquisme à toutes les variantes du centrisme avant de rallier Emmanuel Macron dont il devient un des hommes de confiance. Il obtient la présidence de la fédération Renaissance de Paris en 2023 après avoir été un temps à la présidence du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale. La réforme de la loi PLM est une opération complexe qui organise deux scrutins, l'un qui mobilise réellement pour les mairies d'arrondissements et un scrutin de liste à la proportionnelle qui a pour caractéristique organique de pulvériser les électorats et de ne mobiliser personne. Tous les scrutins à la proportionnelle suscitent les vocations. À dix pour cent des voix, on peut se maintenir et peser sur le second tour qui devient ingérable. La surprise aurait été qu'il n'y ait pas de listes multiples ouvrant sur un second tour désastreux. Donc, comme nous l'avons écrit dans une note précédente, cela sentait le piège à plein nez. Quatrième erreur : une bataille trop violente pour la candidature qui laissera des traces. L'équipe Dati, patronnée par Sylvain Maillard, avec l'ex UMP Alphanand comme caution LR, entre en crise ouverte d'abord avec l'équipe Szpiner et ensuite avec celle de Michel Barnier qui vise le poste disponible de député dans le 7^e arrondissement de Paris. Bruno Retailleau, qui ne s'intéresse pas aux grandes villes et n'aime pas Paris comme de nombreux provinciaux, pressé par le cynique Wauquiez et l'opportuniste Evren, cède tout à Dati. Il est vrai que les maires LR parisiens sortants veulent absolument l'aide des Centristes pour garder leur mairie... Cinquième erreur : laisser à la candidate le soin du programme de campagne et surtout l'ordre des candidats sur « sa » liste. Bonjour les règlements de compte. Rachida, Dati n'a comme d'habitude qu'un programme

sommaire et peu à dire sur la ville de Paris de demain confrontée à de nombreux défis. L'opération « moi déguisée en éboueur sur une voiture poubelle » tourne au ridicule. Mal préparée, Rachida ne triomphe pas dans les rares débats télévisés. On s'aperçoit que MM. Maillard et Alphanand n'ont aucun impact électoral et ne sont experts qu'en combinaisons d'appareils.

Sixième erreur : L'accord passé avec le seul Modem qui obtient la tête de liste dans certains arrondissements clés comme le XIVe. On demande aux militants LR de soutenir des gens qui les ont fait battre à l'élection précédente. M. Bayrou a toujours cherché à nuire au mouvement gaulliste. Et on ne s'assure pas du soutien des autres courants macronistes ou ex-macronistes réputé acquis par le ralliement à Macron !

Septième erreur : l'impuissance face à la candidature de M. Bournazel, soutenue par le très macroniste Clément Beaune, sans être désavoué ni par Emmanuel Macron (qui rigole), ni Gabriel Attal, ni Edouard Philippe. Il se voit attribuer 16 % des voix par le sondage publié immédiatement après sa candidature, ce qui est impossible (le vrai vote sera près de 10 %, seulement 50 % d'exagération) par le sondeur préféré de... l'Élysée.

Huitième erreur : le refus d'organiser une fusion de liste avec Mme Knafo et la fausse fusion avec Bournazel. Toute victoire devient impossible.

Emmanuel Macron est content. Il a réduit un peu plus LR. Un but qu'il poursuit depuis le début.

Tous ceux qui au sein de LR ont soutenu cette pantomime à base de trahisons et de coups tordus auraient dû être amenés à faire profil bas après une défaite aussi facile à éviter. Au contraire, est mise en scène une joyeuse unité retrouvée, dans la défaite heureuse. La liste Changer Paris qui est responsable à 100 % de l'échec, n'est pas remise en cause. Elle se renomme en Paris Liberté et se voit leader de l'opposition au conseil de Paris. « La droite centriste la plus bête du monde » se voit un avenir radieux. LR laisse faire, pour cicatriser les plaies au moins jusqu'aux Présidentielles.

La morale de cet épisode, objectivement peu valorisant, est claire :

On n'offre pas de candidatures à des ralliés à Macron par opportunisme surtout si la Justice les attend au coin du bois.

On ne signe pas d'accord avec le Modem qui n'a cessé de vouloir faire chuter LR, sans vérifier que les autres partis centristes n'ont pas de projets hostiles.

On ne va pas à une élection sans programme.

Le projet ne peut pas être laissé au candidat mais doit impliquer le parti

Aucun militant ne peut travailler sans avoir des idées directrices à défendre.

Aucun militant ne se sent à l'aise quand il est mis au service d'anciens ennemis

Tout ce qui est piloté par Emmanuel Macron sent le soufre pour LR.

Sans un Comité des Grandes villes qui permet de fédérer les efforts de tous pour produire un programme de reconquête efficace, LR restera un parti marginal.

Restons positifs : s'il est probable qu'on refasse les mêmes erreurs en 2 032 avec les mêmes, on peut espérer qu'en 2 038 ou plus sûrement en 2 044 une victoire de droite redevienne possible.

2. La triste leçon d'un détour en politique militante au sein de LR

Saluons la déclaration solennelle au Figaro du 14 juillet 2026 de Bruno Retailleau : « **les Français ont soif de tenue et de droiture** ». Peu avant, se sont tenues les élections internes de LR avec en particulier le vote pour le président départemental LR de Paris. Mme Agnès Evren, était la candidate officielle du parti visant 100 % des voix dans l'indifférence générale comme d'habitude.

Mais voilà qu'un inconnu se présente contre elle. **Alors l'équipe Evren, qui ne risque rien, se décide à tricher et à truquer l'élection.** C'est qu'elle dispose du fichier des adhérents et va l'utiliser en faussant l'équité avec son fantomatique opposant en l'utilisant à son seul profit deux jours avant le vote. Le comble : le fantôme fera 10 % et la malheureuse n'obtiendra que 90 %. Cela valait bien la peine de tricher !

Le candidat suggérerait six changements de pratiques indispensables :

- Mieux vaut aller à une élection avec un programme
- Ce programme doit être celui du parti et non du candidat.
- Il doit avoir été conçu en liaison avec les adhérents et voté par eux. Ce vote oblige. Toute dissidence doit être sanctionnée.

- Les militants veulent et doivent agir tout le temps. Ils ne le peuvent pas dans le vide.
- Le Paris Bashing au sein des instances dirigeantes de LR doit cesser : les grandes villes comptent et le moment était venu d'une grande campagne menée par un comité des grandes villes. Rappelons que Paris est passé de 3 millions à 2 millions d'habitants ! une Bérézina !
- Les alliances sont plus efficaces si elles se font plus sur des programmes que sur la base d'anathèmes et de querelles de personnes. Le côté féodal, c'est bien. Mais tout de même !
- Ajoutons : on ne triche pas lors des élections internes.

Dans un parti déchiré par les trahisons et les trahisures, largement coupé du pays réel, après une défaite calamiteuse dans pratiquement toutes les grandes villes, **la seule urgence aura été de truquer les élections internes à Paris.** Tableau !

3. Restons positifs : l'opinion n'est pas sotte et produit des anticorps

a. Macron, président toxique, indifférent à la France et aux Français

Le spectacle présidentiel d'un Macron détesté et finissant dans la guignolerie généralisée restera comme une des horreurs politiques les plus effarantes de la Cinquième République, même si ce carnaval ahurissant lui vaut deux points de plus dans les sondages.



Le « Boss » et le commercial R'nB de Versailles



En guignol avec un tueur génocidaire syrien



INFO LE FIGARO - Au cours d'une réunion secrète à l'Élysée, le président de la République a tranché, contre l'avis de son premier ministre, Sébastien Lecornu, pour que le vote final de la proposition de loi légalisant l'euthanasie et le suicide assisté se déroule avant l'été.

Cette horreur imposée par le Grand Orient de France sera votée puis devait être fêtée sous les ors de la République.

Parader dans la com', la commémoration et la « décorationite » est ce qui reste à Emmanuel Macron pour être au centre de l'affiche, avec les nominations abusives ce qui lui permettent de rester dans le jeu politique. À chaque fois on note une transgression, seul moyen de rassurer un narcissique malade sur l'idée qu'il se fait de lui-même ! Et cela va encore durer quelques mois ! La honte pure !

Certains craignent qu'il ne prenne à nouveau des mesures extrêmes. Il ne manque pas d'outils pour nuire et « renverser la table » : nouvelle dissolution, article 16, faire joujou avec la guerre, multiplier les abandons de souveraineté au profit de l'Union Européenne, nouvelle loi sordide, référendum mal inspiré, etc. Le précédent de la dissolution absurde et destructrice donne du corps à l'hypothèse. Sur un coup de tête, le fou de lui-même pourrait devenir à nouveau un destructeur irrationnel !

Restons positifs : nous ne voulons pas croire à cette hypothèse. Des voies intéressantes s'ouvrent pour lui qui se fermeront définitivement en cas de nouveau coup de folie.

Avec Emmanuel Macron, seul compte son job d'après. Il le lorgne très en amont et ne lâche plus l'objectif qui conditionne tous ses actes, des plus bénins aux décisions les plus graves. Il est constamment dans le calcul avec son équipe. Le problème est qu'il a multiplié les erreurs de calcul. Son second quinquennat aura été un festival de ce point de vue. Mais il faut reconnaître que ses dernières manigances lui ont permis de conserver un gouvernement à sa botte, ce qui n'était pas gagné. Certes le résultat est une totale gabegie. La France paiera ! Merci aux anciens LR qui ont continué de jouer son jeu après le choix de LR de ne plus participer à la farce gouvernementale, pour un poste ministériel et à la peur des élections des chefs de partis qui ne voulaient pas retourner trop vite devant le peuple. Sauvé de la chute irrémédiable, Macron peut maintenant préparer son job d'après.

L'important serait de savoir quel est ce job d'après. L'exercice est délicat : analyser toutes les postures et les propos tenus pour déterminer quel job ils favoriseraient n'est pas simple. La presse évoque sa volonté de retour à la tête de l'État Français, parce qu'il est jeune et le sera toujours quand un troisième mandat sera constitutionnellement possible. Peut-être !

La seule hypothèse qui permet de réunir tous les propos et toutes attitudes dans le même calcul est plutôt qu'il vise le poste de président élu au suffrage universel direct de l'Union Européenne. Difficulté : le poste n'existe pas encore. Mais il reste un an et un nouveau « approfondissement » de l'Union du fait de nouvelles adhésions est en train de mûrir. Ayant réussi à imposer sa binette au centre de toutes les réunions internationales, et avoir tenté par tout moyen, même les lunettes de soleil, de séduire les populations européennes, et de passer pour « le » leader militaire, animant une coalition pro ukrainienne, il est clairement le seul ayant une notoriété européenne et un CV suffisant pour le poste. Mme Van de Leyen n'a pas de proximité avec les populations et s'est montrée trop souvent odieuse ou abusive. Draghi est trop techno. L'avantage du poste est qu'il permet de jouer à Jupiter dans la plus totale irresponsabilité et de faire la nique au nouveau président français que se retrouvera chapeauté par une légitimité populaire bien plus large. Bonjour les dégâts ! Le Narcisse pourra parader. Il entrera dans les manuels d'histoire. Probablement pas pour le meilleur. Pour ceux pour qui cette évolution européenne marquerait la fin définitive de l'histoire nationale française, **il serait sans doute bon de commencer à mettre en place une ligne de défense sérieuse** contre cette évolution des traités.

b. L'effrayant couple Hollande-Bayrou



Le cauchemar. Eux ? Encore ?

Nous avons déjà décrit l'opération au long cours conçue au début de l'été 2024 par Emmanuel Macron visant à remettre les socialistes dans le jeu pour garder du pouvoir jusqu'à la fin de son mandat et « tomber à gauche ». La notion de bloc central a toujours été très claire pour son équipe : des Macronistes, des Centristes et le PS avec des ralliés LR tentés par un poste ministériel. LR reste un parti à abattre, essentiellement en organisant ses défaites électorales et en le vidant de sa substance par les ralliements. L'opération Buzin avait permis de réélire Mme Hidalgo, l'opération Dati, a permis au Modem d'avancer des pions à Paris et de faire élire M. Grégoire. Clément Beaune et Bournazel ont fait « le job » en lieu et place de Mme Buzin. Seul imprévu : la défaite cuisante du président du Modem à Pau, après une prestation « incompressible » comme premier ministre. L'opinion des Français fermente dans le silence mais peut être vacharde !

Du coup l'opération a continué par la « compétition » entre Glucksmann et Hollande, soutenue par les commanditaires du macronisme. Le premier ayant raté sa mise en orbite, les espoirs se concentrent sur Hollande qui multiplie les interventions médiatiques, toujours sur le même thème : les gratuités qu'il a distribuées et celles qu'il va distribuer. Et Philippe ? Il n'est là que pour débaucher les Énarques de LR et saper la candidature de Retailleau. Quelqu'un qui a fermé dans l'allégresse la centrale de Fessenheim, créé le

mouvement des Gilets jaunes, fait voter la loi ZAN, enflé la dette hors de toute mesure, tout en laissant Bruxelles liquider l'agriculture française, casser l'industrie française et mettre à bas le marché immobilier, tout en ayant cherché l'appui du PC pour être réélu maire du Havre (Alopécie puis allô PC), tout en étant le premier à avoir trahi le parti LR, a-t-il de vraies chances d'être élu ? Cela fait beaucoup de trahisures et d'erreurs. Son seul argument : la capacité d'empêcher le RN de gagner, se retourne à mesure que les sondages prouvent qu'il se heurte lui aussi à un « plafond de verre ». Quant à Bayrou, il sort de son silence de vaincu meurtri à Pau pour expliquer qu'il n'a pas dit son dernier mot et que s'il n'est pas candidat, il sera faiseur de roi comme d'habitude. Comme tout cela est prometteur ! Imaginons le retour de Hollande avec Bayrou premier Ministre ! Pourquoi pas Bidault et Guy Mollet, en marionnette IA ?

4. Le naufrage soudain de l'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante

a. Les bonnes intentions initiales

Peu de gens connaissent l'histoire de la naissance de l'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante, et de sa prise de pouvoir réussie, une histoire qui a traversé pratiquement les cent dernières années. La crise de 1929 crée la première secousse. Le mouvement X-Crise fait valoir qu'on ne peut tout de même pas laisser l'économie aux mains de députés ignares. Une longue tradition d'économistes polytechniciens suivra qui persiste aujourd'hui. La défaite de 1940, en moins d'un mois, entraîne la même réaction des Inspecteurs des finances qui reprennent l'idée qu'on ne peut pas laisser des ignares « faire n'importe quoi ». Dès le gouvernement Raynaud, ils s'organisent pour développer les réformes étatiques qu'ils affectionnent. L'arrivée de Pétain ne freine pas le mouvement qui s'organise autour du ministre des Finances. Les réformes étudiées déboucheront déjà sous l'Occupation (les Ordres, par exemple signalant que tout le monde doit être désormais « sous tutelle » dans un « fascio ») puis formeront l'essentiel du programme du CNR. Chut ! Ne le répétez pas, ce n'est pas une pure création de la résistance. La création de l'Ena suivra. De Gaulle appelle en pleine guerre Mendès-France, membre éminent de ce petit groupe, pour négocier les Accords de Bretton Woods. À la Libération la question devient pour les inspecteurs des finances : comment se saisir du poste de Président du Conseil. Mendès réussit le premier. Ce sera l'horreur de Dien Bien Phu et la distribution de lait dans les cantines, avec une hagiographie subséquente totalement hyperbolique qui inspirera Rocard. Il sera suivi par Félix Gaillard. De Gaulle de retour au pouvoir nomme aussitôt Michel Debré, fondateur de l'Ena et dans les dix ans qui suivent on voit l'apparition de jeunes Énarques partout. Surtout à droite au départ.

b. Le triomphe de 1973

L'élection de Giscard qui appelle aussitôt le jeune Chirac marque la prise de pouvoir totale de l'Enarchie sur les institutions de la cinquième Ve République. À noter : la « trahison » de Chirac qui rallie Giscard contre son camp. Le précédent resservira. La gestion de la crise de 1973 est calamiteuse. L'abandon des disciplines de Bretton Woods précipite le monde dans les récessions financières à répétition. Le cartel du pétrole impose une rançon à la France. Le septennat de Giscard est fiscal, bureaucratique et sociétal. Cela ne cessera plus. La dégringolade économique commence. Le divorce Chirac-Giscard, provoqué par un mépris giscardien délirant, conduira à l'élection de Mitterrand. Après 1968, l'énarchie passe largement à gauche. Il suffit de lire le nom des promotions. Les énarques socialistes prospèrent : Rocard, Jospin, Fabius, Hollande, Royal, Aubry ! On ne sortira, un peu, de l'Enarchie qu'avec Sarkozy, qui trahira aussitôt la droite et ses engagements en tentant une cogestion gouvernementale avec des socialistes ! Kouchner après avoir promis le Karcher a provoqué une haine durable de LR dans une bonne partie de la droite. Tout reprend son cours avec Hollande et Macron, ce dernier ne nommant que des énarques Premier Ministre (avec un ballet consternant entre le poste de président de la RATP et celui de Premier ministre) lors de son premier quinquennat avant de sombrer dans le n'importe quoi postdissolution.

c. L'effondrement progressif

La capture du politique par la haute fonction publique a provoqué des conséquences évidentes. Un haut fonctionnaire sait taxer, imposer, réglementer et subventionner. La France est devenue le champion mondial de toutes ces disciplines, provoquant la chute continue de la croissance et finissant par endetter le pays au-delà du raisonnable, car, désireuse « d'arbitrer la société », la caste cède à tout et à tous, tout le temps. Satisfaire des demandes sociétalistes lui paraît toujours sympathique, d'autant plus que les réseaux maçonniques sont fortement implantés dans la haute fonction publique. Le politiquement correct est sa règle. Elle est tellement

bienveillante ! Étatisme, carriérisme et socialisme ne sont jamais des gros mots pour un Énarque conforme. L'Europe fait partie du bien.

Pas d'ambition médiocre : avoir fait l'Ena avec un bon rang de sortie vous offre Matignon ou mieux encore la présidence de la République. Sinon il reste des sinécures innombrables. Les hautes autorités et autres machins permettent de faire sauter les plafonds de rémunération. L'accès aux entreprises publiques ou anciennement publiques permet de juteuses mutations. Le passage au Parlement européen, à l'Assemblée nationale et au Sénat offre des retraites sympas. On a même organisé une équivalence pour le métier d'avocats qui permet de valoriser le carnet d'adresses de façon magnifique. Le népotisme s'implante. Des couples d'énarques se forment dont la progéniture fait l'Ena, puis les cabinets, avant d'être projeté secrétaire d'État puis ministre. C'est alors le moment de tenter l'élection nationale. En cas d'échec on est aussitôt promu à la tête d'un machin très bien rémunéré. On fait des allers et retours entre ministère et hauts postes à la RATP ou la SNCF ou Air France, avec de suprêmes rémunérations. Quoi qu'il arrive, le retour à la fonction publique permet de ne pas trop s'inquiéter des échecs. On vise tous les postes éligibles, de la mairie à la région, de la France à l'Europe. Pas d'originalité ni de vision trop personnelle. On reste dans l'admissible pour le clan. En contrepartie on peut compter sur la connivence. La France paiera de toute façon. On tient le fisc et l'information qui est devenue constamment plus « construite » jusqu'à devenir carrément mensongère. Pour les plus hauts postes, il va falloir se battre comme des chiffonniers. Chirac-Giscard, Jospin-Fabius, Chirac - Balladur, Macron-Hollande : tous les coups sont permis. La trahison devient une pratique rituelle entre candidats énarques. Emmanuel Macron montre qu'on peut devenir président sans avoir la moindre expérience politique, quitte à savoir utiliser les réseaux et la Com'. Les résultats sont désastreux mais il tient suffisamment de leviers de pouvoir pour s'en sortir et nourrir d'autres ambitions.

Vous n'êtes pas haut fonctionnaire ? Pas de politique ou comme utilité servile, façon Lecornu. Sinon la prison guette.

d. Les coups de disgrâce de 2026

2026 marque la fin de l'acceptation populaire de la capture de la politique par la haute fonction publique. Jusqu'ici, on admettait que les Énarques étaient les mieux formés pour faire de la politique et qu'ils apportaient un peu de sérieux. Aujourd'hui, les échecs grotesques et toxiques de Macron et l'effondrement du pays au-delà de l'imaginable rendent les Français rétifs et nerveux. Les mouvements « populistes » sont désormais majoritaires dans le pays.

Cela n'a pas empêché Emmanuel Macron d'utiliser tous ses pouvoirs pour faire passer en urgence une loi imposant au corps médical de participer à l'administration de la mort à qui la désire (plus ou moins). Là, on est allé un pas trop loin dans le sociétalisme funèbre.

On voit l'énarque M. Vallaud négocier avec l'énarque M. Macron la nomination de sa femme Mme Belkacem, nullité prouvée par son passage à la tête de « l'éducation nationale », administration quasiment anéantie, à la Cour des comptes et ses salaires à vie. Ah le beau couple, bien doté et bien sécurisé, un pied dans l'administration et l'autre dans la politique socialiste ! Sous l'œil compatissant de M. Hollande qui en connaît un bout sur la question. Tous ces gens se vautrent dans l'argent public en annonçant qu'ils vont taxer les riches ! Et ne ressentent aucune honte.

MM. Wauquiez et Copé trahissent le chef élu de leur parti sans la moindre vergogne. Mme Péresse finasse. Pour eux trois, l'avenir c'est un autre « traître » de chez LR, Edouard Philippe, qui est « le seul à pouvoir être élu contre les populistes ».

L'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante est devenue un oxymore. Beaucoup veulent l'écarter du champ politique. Trois lignes dans la Constitution suffisent :

- Nul ne peut être élu dans une instance qui fixe sa rémunération.
- Nul ne peut cumuler deux rémunérations de l'État.
- Les fonctionnaires gardent leur rémunération statutaire lorsqu'ils sont détachés dans des institutions dont le financement est public.

Si « les petits hommes gris » veulent faire de la politique ou gagner beaucoup d'argent, ils démissionnent de leur statut, comme Bruno le Maire qui a démontré que c'est sans doute une pratique nécessaire mais pas suffisante...

Toutes les théories de la démocratie pointent que la séparation des pouvoirs y est l'élément critique. Changer le nom de l'Ena pour qu'on ne puisse pas dire énarque et énararchie démontrait que les abus commençaient à devenir gênants. Le spectacle honteux actuel donne de l'élan à ceux qui pensent qu'il faut aller plus loin.

5. La mort de Greenspan et le refus de voir « l'éléphant au milieu de la pièce »

La disparition d'Alan Greenspan n'a pas fait les gros titres ni stimulé la réflexion des médias.

Avec Milton Friedman, il a été au cœur de la justification ex post du coup de force de l'instauration du régime des changes flottants et d'une mondialisation déséquilibrée qui a réduit drastiquement la croissance des pays occidentaux et provoqué à répétition des crises financières de plus en plus graves. On en est aux taxes arbitraires façon Trump pour résorber les déséquilibres ! Le comble !

La cause la plus grave de nos difficultés ne doit donc pas être abordée et discutée dans la presse française. Chut !!! Inutile de revenir sur ce sujet, alors exit Greenspan et RIP ! Osons dire, en gardant un esprit positif, que ce n'est pas glorieux. Peut-être, la prochaine crise financière mondiale provoquera-t-elle une prise de conscience ? Et signalons aux candidats que parler de tout sauf des tares des systèmes monétaires internationaux, cause principale de nos tourments avec la démographie, n'améliore pas la pertinence de leur plan d'action ni leurs chances d'être élus.

6. Le faux problème de « l'incarnation unificatrice du bloc central » quand la vraie question est de tracer un chemin de survie à travers un champ de mines.

Le fait accablant fondamental : *l'élimination de la France de la liste des meilleurs pays pour le PIB par tête, alors qu'elle était troisième en 1971.*

Rang	Pays	PIB par habitant 2026 (USD nominal)
1	Monaco	256 667
2	Liechtenstein	201 162
3	Luxembourg	154 115
4	Irlande	145 000
5	Singapour	99 042
6	Norvège	environ 96 600
7	États-Unis	environ 92 900
8	Suisse	supérieur à 80 000

Si on enlève les pays pétroliers, et des micros états sans industrie, on voit que la Suisse nous a remplacés au troisième rang derrière l'Irlande et les Etats-Unis, avec plus de 80 000 dollars de PIB par Habitant. La France se singularise avec 52 000 dollars par habitant dans le même classement (avec patience vous arriverez à la trouver tout au fond du document. Encore un effort et on sera dépassé par le Zimbabwe !). Si on était resté troisième, 69 000 000 d'habitants avec 28 000 dollars de plus par tête cela fait un bond de 1 932 milliards d'euros supplémentaires chaque année pour le PIB global soit par exemple : 1 000 milliards pour l'État et 932 milliards pour les particuliers chaque année ! Adieu la dette, les services publics en déshérence, les armées à l'os, les questions de pouvoir d'achat !

La seule question qui compte : pourquoi et comment avons-nous fait pour quitter cette troisième place ? Une fois l'explication donnée, le programme devient clair et sans discussion.

Des dirigeants naufrageurs passent leur temps à expliquer aux Français qu'il leur faut faire pénitence et revenir sur des avantages sociaux indus, au lieu de leur faire viser un objectif décisif qui permettrait de tout financer sans renoncement. Nous étions à la troisième place pour le PIB par tête. C'était donc possible. Pourquoi avons-nous stupidement quitté cette place enviée ? Que devons-nous faire pour la retrouver ? Nous avons opté pour le sociétalisme devenu wokisme, l'étatisme massif et fiscalisé à mort, l'asphyxie réglementaire, le socialisme déprimant, l'écologie de décroissance, le justicialisme anti sécuritaire, l'avortement et la destruction du mariage, donc la destruction démographique, l'eupéisme bêlant et la mondialisation heureuse (pour la Chine). Et voici la France effondrée. On dit stop ou encore ?

Celui qui osera dire stop et décidera de mener la France à la reconquête de la troisième place perdue gagnera la Présidentielle.

Conclusion

Notre proposition : LR doit immédiatement changer de nom et bâtir un vrai projet

Le projet : **Défense de la Cinquième République et sauvetage de la France.**

Le nom : **Force Française** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



La base militante crie au président du mouvement : tout est là pour agir vraiment et cesser de vasouiller ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Un peu de discernement et de courage permet de savoir exactement ce qu'il faut faire. Alors mobilisons tout le courage intellectuel et tout le crédit politique disponible et on fonce !

Les deux films épatants consacrés à l'épopée du Général de Gaulle font parfaitement comprendre le changement de mentalité nécessaire.

Oui au Fezzan, non aux Faisans

